



Résumé Exécutif

L'exploitation sexuelle des mineurs en Île-de-France en 2022

Clés de compréhension à destination des acteurs de terrain

Cette étude a été commanditée par ECPAT France et conduite en Île-de-France entre septembre 2021 et septembre 2022, avec pour objectifs de :

- ▶ Permettre une meilleure appréhension du phénomène d'exploitation sexuelle des mineurs sur le territoire francilien¹.
- ▶ Soutenir l'intervention des acteurs (publics, professionnels, société civile) en leur proposant des clés de compréhension du phénomène et de ses évolutions.
- ▶ Formuler des recommandations permettant de renforcer la prévention, l'orientation et la protection des mineurs victimes d'exploitation sexuelle.

En effet, face à un phénomène social de grande ampleur, l'ONG ECPAT France et ses partenaires financiers ont souhaité contribuer à structurer et accroître le

champ de la connaissance lié à l'exploitation sexuelle des mineurs. Ainsi, en articulant et en complétant les résultats de travaux antérieurs il sera possible d'envisager l'exploitation sexuelle des mineurs de manière plus globale, notamment lorsqu'elle prend la forme de prostitution pouvant donc impliquer proxénétisme et Traite des Êtres Humains (TEH).

L'exploitation sexuelle des mineurs est aujourd'hui considérée comme un sujet de préoccupation sociétal dont les enjeux justifient l'élaboration d'une politique publique ciblée. Toutefois, en tant que problème social ayant émergé de manière relativement récente, **l'exploitation sexuelle des mineurs est encore très souvent appréhendée en silos, c'est-à-dire centrée sur des publics spécifiques et/ou des systèmes d'exploitation spécifiques (réseaux)**. Mais, il s'agit d'un phénomène évolutif qui recouvre une pluralité de situations, implique de

¹ Qui par extension concerne également les jeunes majeurs.

nombreuses modalités d'exploitation et mobilise de multiples facteurs de vulnérabilités selon les catégories de mineurs qui en sont victimes. Le phénomène fait donc preuve d'une grande extensivité et concerne des jeunes gens aux profils très différents, impliquant des systèmes d'exploitation qui évoluent, mutent et/ou s'hybrident sous l'influence d'une pluralité de facteurs contextuels et conjoncturels.

De ce fait, l'exploitation sexuelle des mineurs recouvre une réalité très complexe et des situations plurielles et protéiformes qui génèrent parfois un sentiment d'impuissance chez les acteurs de terrain qui y sont confrontés au quotidien. Ce sentiment d'impuissance peut être exacerbé lorsque **ces acteurs côtoient des mineurs exploités qui ne se considèrent pourtant pas comme victimes** et revendiquent par exemple « leur consentement à l'exploitation sexuelle » comme leur droit de disposer de leur corps comme bon leur semble.

De surcroît, la nature et la sensibilité du sujet peuvent susciter des positionnements et des **analyses des acteurs qui, au-delà de leurs connaissances, peuvent être marqués par des représentations, des croyances, des valeurs morales, voire des idéologies**. Ces analyses et positionnements pourront d'ailleurs parfois hypothéquer l'efficacité de l'intervention, comme lorsqu'ils s'avèrent, par exemple, totalement incompatibles avec le rapport qu'entretiennent les mineurs eux-mêmes avec la prostitution. De ce fait, cette étude qualitative et généraliste brigue de contribuer à faire face à l'enjeu sociétal que représente l'exploitation sexuelle des mineurs en adoptant une approche la plus neutre possible, centrée sur la protection des mineurs et intégrant, autant que nécessaire, une dimension interculturelle et genrée. En mobilisant des concepts pluridisciplinaires concourant à **une approche non normative et non idéologique du phénomène**, il devient ainsi possible de mieux analyser les logiques qui peuvent expliquer l'engagement (parfois proactif) de certains

mineurs dans leur exploitation a fortiori lorsqu'ils ou qu'elles ne se considèrent pas comme des victimes. En effet, même si comprendre les logiques des mineurs n'implique évidemment pas d'y adhérer, la compréhension est un préalable indispensable à toute ambition d'efficacité des politiques publiques et de leur mise en œuvre par les acteurs de terrain.

Ainsi, pour entrer dans le sujet, le premier chapitre de l'étude commence par proposer une clarification terminologique permettant de mieux délimiter le phénomène en faisant la distinction entre exploitants et exploités, parmi les auteurs d'exploitation sexuelle des mineurs. En effet, la terminologie employée par les acteurs est parfois instable et/ou fonctionne comme relevant de significations inégalement partagées, qui font l'objet d'importantes variations entre acteurs. Un cadre cognitif commun nécessaire à une meilleure délimitation du phénomène est ainsi proposé. Dans le même sens, et bien que l'exploitation sexuelle soit un phénomène global qui reste à envisager comme tel, elle est souvent associée à la prostitution. En cela, **il paraît important de pouvoir identifier les principales formes qu'elle peut prendre (prostitution « traditionnelle », escorting, michetonnage) puisque ces termes ne recouvrent pas forcément la même réalité en fonction des personnes par lesquelles ils sont employés**. Enfin, il a semblé utile de différencier les trois catégories typiques de mineurs exploités auxquelles font spontanément référence les acteurs interviewés pour décrire le phénomène : **les jeunes filles dupées, les jeunes filles en rupture et les jeunes migrants**.

Toutefois, ces catégories de mineurs exploités ne sont pas du tout homogènes. Elles font l'objet de nombreuses porosités, un ou une jeune pouvant se situer dans plusieurs catégories, être victime de plusieurs formes d'exploitation au fil de son parcours, s'inscrire progressivement dans un processus de désocialisation après une duperie... Il n'en demeure pas moins que les données théoriques et

empiriques collectées et analysées dans le cadre de cette étude montrent que trois grandes catégories d'exploitation sexuelle des mineurs caractérisent les tendances actuelles du phénomène en Ile de France : **les jeunes filles nigérianes, les jeunes filles françaises et les Mineurs Non Accompagnés (MNA)**.

Ainsi, et bien que cette forme d'exploitation semble actuellement plutôt marginale, l'étude commence par présenter la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle dont sont victimes les jeunes filles nigérianes. L'exploitation de ces jeunes filles s'initie le plus souvent depuis leur pays d'origine en lien avec un projet de migration vers l'Europe pour apporter aide et soutien à leur famille. Cette exploitation est alors principalement basée sur une dette conséquente à rembourser à des créanciers et prend encore, le plus souvent, la forme de prostitution de rue. Les jeunes filles sont alors exploitées dans le cadre de réseaux pouvant être très structurés impliquant des rôles distincts parmi les exploitants : *Madam, Priests*, groupes cultistes et clubs de femmes.

L'étude aborde ensuite l'exploitation des jeunes filles françaises et notamment les facteurs de vulnérabilité personnels, environnementaux et sociaux qui exposent particulièrement certaines d'entre elles à ce risque. Les modalités de recrutement des jeunes filles (dans leur environnement immédiat et/ou via les réseaux sociaux) comme les modalités spécifiques de leur exploitation sont également explicités (hôtels, appartements de location, soirées, domiciles de leurs exploitants/clients). Il apparaît alors qu'un grand nombre de ces jeunes filles sont le plus souvent exploitées par des réseaux qui, même s'ils ne sont pas forcément de grande ampleur, s'avèrent tout de même structurés et mobilisent différents rôles : patrons, prestataires... Ces systèmes d'exploitation sont des écosystèmes « économiques » très évolutifs/adaptatifs cherchant à maximiser leurs profits grâce à l'expérience acquise par les exploitants, à l'instar de ce qui peut être observé dans le cadre du trafic de stupé-

fians. Pourtant, l'exploitation sexuelle des jeunes filles françaises peut aussi s'envisager de façon très diversifiée, dans le cadre de réseaux de circonstances très peu structurés, voire de manière indépendante par certaines jeunes filles (quelques-unes pouvant d'ailleurs s'autonomiser après avoir été exploitées par des tiers). L'usage des réseaux sociaux et de certains sites internet spécialisé facilitent la mise en contact direct entre les jeunes filles et les clients/abuseurs, via le partage de photos ou vidéo (*snapshot, whatsapp, tiktok*) ou des annonces (*Wannonce, sexemodel* par exemple).

Enfin, le premier chapitre de l'étude s'intéresse à l'exploitation sexuelle des MNA, phénomène que tous les acteurs s'accordent à considérer comme existant, bien qu'il demeure très difficile à identifier notamment lorsqu'il concerne les garçons. Aussi, quelques freins à cette identification sont présentés : barrière de la langue, normes de genre, suspicion de fraude qui pèse sur ces mineurs, lowcostisation des dispositifs de prise en charge. Dès lors, puisque la description du phénomène d'exploitation de ces jeunes repose davantage sur des signaux faibles et quelques cas avérés seulement, elle n'est pas présentée en termes de modalités "certaines" d'exploitation mais plutôt en termes de vulnérabilités spécifiques de ce public : désocialisation de certains jeunes, attirances sexuelles, identité de genre, antécédents de violences traumatiques, précarité économique, faiblesses et défaillances de dispositifs de protection de l'enfance, stratégies migratoires.

Le second chapitre de l'étude est plus analytique. Il propose des clés de compréhension visant à mieux prendre en compte les facteurs sociétaux, environnementaux et individuels qui sont apparus comme saillants et transversaux dans les données empiriques collectées. En effet, analyser le phénomène d'exploitation sexuelle des mineurs nécessite tout d'abord de pouvoir discriminer, pour chaque situation de mineur, l'interaction de ces trois niveaux de facteurs de vul-

néralité qui peuvent être envisagés de manière simultanée, quels que soient les modalités et systèmes d'exploitation.

Ainsi, le second chapitre commence par présenter quelques-uns des facteurs qui sont apparus comme les plus récurrents au cours de l'étude : **les sexualités adolescentes ; les nouvelles normativités des pratiques du sexe et l'hypersexualisation des corps et des comportements ; l'influence de la formation de sous-cultures adolescentes ; le rôle des inégalités de genre et des phénomènes de pouvoir afférents ; le rôle de la formation des stéréotypes de genre dans l'appréhension de la sexualité et des pratiques du sexe des jeunes ; la mobilisation du corps en tant que ressource pour accroître un capital économique ; la prostitution comme pouvant être génératrice de statut, de sentiment d'utilité et de prestige ; le rapport de certains jeunes aux violences dont ils font l'objet dans le cadre de leur exploitation ; la délicate articulation entre la rationalité des mineurs et leur capacité au consentement ; les différentes formes d'emprise auxquelles les mineurs peuvent être soumis.**

Il conviendra alors de pouvoir pondérer chacun de ces facteurs afin de formuler des hypothèses sur leur niveau d'intensité/d'impact et sur la manière dont ils interagissent les uns avec les autres dans chacune des situations individuelles. En effet, il pourrait y avoir un risque d'analyse faussée et donc de manque d'efficacité dans l'intervention, à prêter trop d'importance à certains facteurs plutôt qu'à d'autres.

Pour ce faire, le second chapitre se poursuit en croisant ces facteurs avec les concepts de la sociologie de la déviance². Les acteurs de terrain disposeront de repères pouvant leur être utiles pour mieux appréhender le positionnement de chaque mineur en situation d'exploitation sexuelle et donc toujours ajuster leur intervention aux spécificités individuelles des mineurs exploités sexuellement. Il

s'agira ainsi de pouvoir situer le rapport de chaque mineur et de chaque professionnel aux normes sociales. Ces repères permettront également de mieux identifier quels sont les contrôles sociaux auxquels est soumis le ou la mineure et donc de pouvoir les activer à bon escient, notamment en identifiant plus finement quel est son rapport aux personnes en position de « juger » ses agissements. Le rapport des professionnels à ces agissements et l'impact qu'il peut avoir sur leur propre positionnement pourra également être interrogé notamment au prisme du rôle déterminant que peuvent avoir le phénomène d'étiquetage et de statuts. Enfin, ces repères permettront de mieux situer le stade auquel se situe chaque mineur dans la genèse de son activité prostitutionnelle et donc d'adapter l'intervention en conséquence.

Pour terminer, compte tenu de l'impact considérable du regard porté sur le phénomène par les acteurs publics, professionnels et de la société civile, l'étude conclut en rappelant qu'il convient que les acteurs puissent disposer de moyens de réflexion et d'intervention qui leur permettent de toujours mieux comprendre ces logiques singulières des mineurs auxquelles ils n'adhèrent pas. Ils pourront ainsi être les maîtres d'œuvre d'une stratégie globale visant à créer un continuum entre la recherche, la prévention, la réduction des risques et la protection.

Les recommandations formulées à la fin de l'étude vont dans le sens de cette nécessité de continuum. D'ailleurs, nombre d'entre elles pourraient mériter d'être intégrées à la création d'un service *ad hoc* qui rassemble, dans la durée, les acteurs de la recherche, de la prévention, de la réduction des risques et de la protection. Un tel service envisagé dès sa création en tant que dispositif à part entière de recherche-action pourrait permettre une actualisation et une adaptation permanente de l'intervention à un phénomène qui est en constante évolution et pour lequel de nombreuses zones d'ombre persistent.

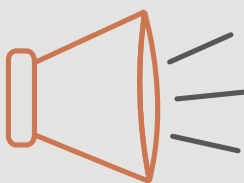
² Dans le cadre de ce courant de pensée disciplinaire, le terme déviance n'est pas à entendre dans son sens courant mais simplement comme le fait de transgresser des normes sociales.

Recommandations



La recherche

Le volet recherche d'une stratégie renforcée d'intervention pourrait se poursuivre par l'accroissement du champ de la connaissance l'approfondissement de certaines thématiques abordées succinctement dans la présente étude. Pourtant, dans une perspective de plus-value, les recherches méritent de s'envisager « par le bas », dans le cadre d'une méthodologie de type recherche-action impliquant plus directement les acteurs de terrain comme les jeunes eux-mêmes (grâce à des outils non conventionnels de collecte de données). Ces recherches pourront s'envisager pour tous les publics identifiés dans le cadre de cette étude. Toutefois, à l'instar des MNA pour lesquels les données actuelles reposent davantage sur des présomptions, les recherches à venir pourront mériter de s'intéresser spécifiquement à l'exploitation sexuelle des garçons qui est actuellement peu renseignée.



La prévention

Le volet prévention d'une stratégie renforcée d'intervention pourrait utilement s'appuyer sur les résultats de cette étude pour élaborer des outils/matériaux pédagogiques et de communication, adaptés à différentes cibles et utilisables dans différents contextes d'intervention :

- ▶ Des campagnes de sensibilisation sur les réseaux sociaux faites par les jeunes et pour les jeunes.
- ▶ Des actions directes (collectives et individuelles) de sensibilisation non-normatives des jeunes au sein des établissements scolaires et des établissements de protection de l'enfance.
- ▶ Des outils d'information adaptée et de médiation de l'information destinés spécifiquement aux MNA et aux jeunes accueillis en établissements de protection de l'enfance.
- ▶ Des actions modulaires et évolutives de formation et d'auto-formation (outils numériques) destinées aux professionnels.



La réduction des risques

Le volet réduction des risques d'une stratégie renforcée d'intervention (favorisant un accès facilité aux traitements pré ou post exposition à l'infection au VIH par exemple) pourrait permettre de mieux composer avec la réalité des jeunes, particulièrement celles et ceux qui ne se considèrent pas comme des victimes et ne peuvent ou ne veulent pas "sortir de la prostitution".



La protection

Le volet protection d'une stratégie renforcée d'intervention pourrait justifier d'allouer des moyens plus conséquents, mais des moyens diversifiés se situant sur un spectre allant du renforcement des moyens matériels humains aux structures d'accueil, d'interventions de spécialistes de la thématique comme du renforcement des capacités de tous les professionnels, particulièrement ceux de première ligne :

- ▶ Renforcer les moyens matériels et humains aux structures d'accueil de MNA
- ▶ Créer une équipe mobile spécialisée pouvant apporter son soutien direct à tous les acteurs de première ligne confrontés au phénomène
- ▶ Donner les moyens aux travailleurs sociaux de se rendre disponibles pour accompagner les jeunes dans la durée, la constance et la continuité
- ▶ Créer des foyers d'accueil spécialisés
- ▶ Mettre à disposition des professionnels de dispositifs de réflexion offrant un regard pluridisciplinaire
- ▶ Etendre la création de services d'enquêtes spécialisés et de références thématiques au sein des Parquets et des Tribunaux pour Enfants
- ▶ Favoriser l'apport d'expertise à la Justice par la constitution en partie-civile d'associations spécialisées lors des audiences devant les tribunaux